

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 04/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMPTOIR AGRICOLE Erstein

35 ROUTE DE STRASBOURG

67270 HOCHFELDEN

Code AIOT : 0006700496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE Erstein implanté 9 rue Georges BESSE - 67150 ERSTEIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est motivée par des plaintes de voisinage dénonçant des nuisances sonores et de poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE Erstein
- 9 rue Georges BESSE - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0006700496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPTOIR AGRICOLE est spécialisée dans la collecte, séchage, stockage et conditionnement de céréales sur la commune d'Erstein.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement	AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.1	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 58	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le contexte de plaintes réitérées du voisinage incommodé, des prescriptions ont été prises en vue de limiter les émissions sonores et l'envol de poussières et de follicules.

Suites aux deux contrôles inopinés de mesures acoustiques, l'inspection conclut de fait que les non-conformités persistent sur les émissions sonores du site et que l'exploitant ne respecte pas ses engagements définis dans sa lettre datée du 19/06/2024.

Les constats constituent une non-conformité aux dispositions de l'article 1.1 (Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023, mais aussi le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/01/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement	
Prescription contrôlée :	
« Les dispositions de l'article 57 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26/09/1986 sont abrogées et remplacées par les suivantes : « En limite de l'établissement les niveaux acoustiques maximaux admissibles sont ceux du tableau suivant :	
Période de jour (*)	65
Périodes intermédiaires	60
Période de nuit	55
(*) - période de jour, pour les jours ouvrables : 7 heures à 20 heures ; - périodes intermédiaires, pour les jours ouvrables : 6 heures à 7 heures, 20 heures à 22 heures. Pour les dimanches et les jours fériés : 6 heures à 22 heures ; - période de nuit, pour tous les jours : 22 heures à 6 heures. »	
Constats :	
Le 28/11/2023 lors d'un précédent contrôle, l'inspection avait conclu que les non-conformités persistent sur les émissions sonores du site. L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 19/01/2024 de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023. En réponse, par lettre datée du 19/06/2024, l'exploitant a porté à la connaissance de la préfète les actions correctrices déjà entreprises et les démarches engagées. Par courriel daté du 22/08/2024, l'inspection a demandé à l'exploitant à disposer des différents rapports et études cités dans la lettre du 19/06/2024, ainsi que les attestations de travaux programmés en inter-campagne 2024. En réponse, par courriel daté du 16/09/2024, l'exploitant indique en résumé que son plan d'action a évolué et que les travaux prévus dans la période intermédiaire 2023-2024 n'ont finalement pas été réalisés. En outre, l'exploitant conclut : « (...) Le plan d'action modifié et complété des autres mesures de traitement acoustique retenues sera transmis au préfet ainsi qu'à vos services dans les prochains jours. (...) ».	

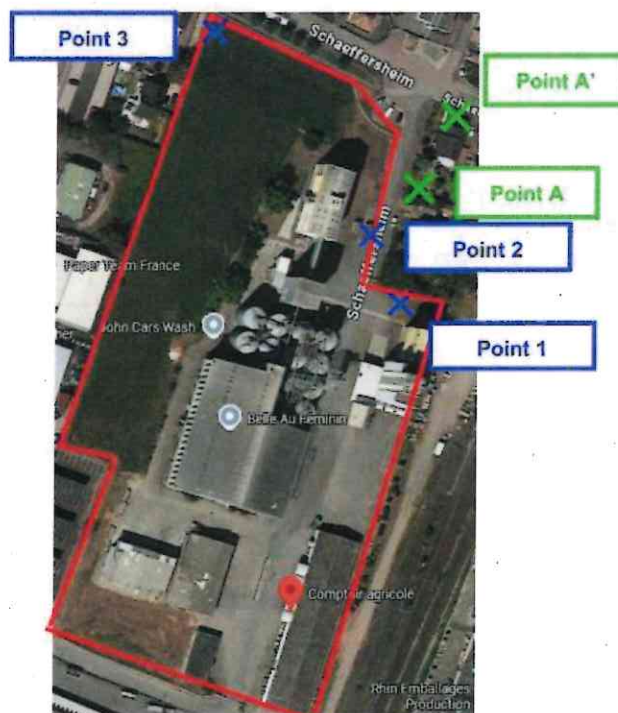
A date, ni le préfet, ni l'inspection n'ont été destinataires du plan d'action modifié et annoncé par l'exploitant.

Considérant l'absence du plan d'action modifié et les plaintes régulières de voisinage dénonçant des nuisances de pollutions atmosphériques et sonores, l'inspection a mandaté un organisme compétent en mesures acoustiques pour intervenir sur site, dans le cadre d'un contrôle inopiné à l'initiative de l'inspection ainsi que le prévoient les dispositions du code de l'environnement, livre V, titre 1er.

Lors du contrôle du 10/10/2024, seul le séchoir ROULIN (tournesol) fonctionne.

L'exploitant avait signalé que la récolte de maïs démarre timidement et que, pour l'instant, environ 400 tonnes ont été réceptionnées sur site. Pour une question de rentabilité économique du « Groupe CA », la quantité de maïs ne permet pas de démarrer le séchoir SATIG (maïs). De ce fait, le maïs était transféré sur le site de Marckolsheim, pour y être séché.

Aussi, l'inspection avait estimé que ce premier contrôle inopiné de mesures acoustiques n'était pas représentatif du bruit émis par le site lors du fonctionnement des deux sécheurs. Il a été décidé de reprogrammer un nouveau contrôle inopiné dans le mois en cours, lorsque la récolte du maïs aura vraiment démarré et que les conditions soient réunies pour un démarrage du séchoir SATIG (maïs).



C'est ainsi, qu'un second contrôle inopiné de mesures acoustiques se tient en même temps que le contrôle de l'inspection.

Les mesures sont réalisées en période diurne (entre 7 h et 20 h) et en période dite « intermédiaire » (entre 20 h et 22 h). Les mesures sont réalisées aux localisations suivantes :

- En limite de propriété :
- LIM 1 : Limite de propriété Nord-Est, à proximité du séchoir ROULIN (tournesol) ;
- LIM 2 : Limite de propriété Nord-Est, à proximité du séchoir SATIG (maïs) ;
- LIM 3 : Limite de propriété Sud ;
- ZER : Sur la terrasse des plaignants.

Lors du contrôle, plus d'une douzaine de déchargements de remorques agricoles et de transports ont été opérés.

L'inspection estime que le contrôle inopiné de mesures acoustiques est maintenant représentatif du bruit émis par le site avec le fonctionnement des deux sécheurs.

Post-visite, par courriels du 19 et du 21/11/2024, l'organisme de mesures acoustiques a fourni à l'exploitant et à l'inspection, les deux rapports de mesures du bruit, dont les mesures ont été faites en présence de l'inspection les 10 et 21/10/2024.

Les conclusions de ces deux rapports sont :

1. Rapport de mesures du bruit du 10/10/2024

- En limite de propriété du site :
 - Aux points 2 et 3, les niveaux sonores mesurés de jour sont conformes à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral du site.
 - Au point 1, les niveaux sonores mesurés en intermédiaire sont non-conformes à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral du site.

Point de mesure N°	Période	Niveau sonore dB(A)		Avis
		L _{Aeq}	L _{Aeq} admissible	
1	Diurne	61,0	65	C
	Intermédiaire	61,0	60	NC

- En Zone à Emergence Réglementée :
 - Au point A, au niveau de la ZER située au nord-est du site, l'émergence sonore mesurée est non-conforme à l'émergence réglementaire.

Points de mesures N°	Période	Type	Niveau sonore en dB(A)		Émergence en dB(A)		Avis
			L _{Aeq}	L ₅₀	mesurée	admissible	
A	Diurne	Ambiant	57,0	56,5	+7,0	5	NC
		Résiduel	50,0	47,0			
	Intermédiaire	Ambiant	57,0	56,5	+9,0	5	NC
		Résiduel	48,0	44,5			

2. Rapport de mesures du bruit du 21/10/2024

- En limite de propriété du site :
 - Aux points 2 de jour, 3 et 4, les niveaux sonores mesurés de jour sont conformes à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral du site.
 - Aux points 1 et 2 de période intermédiaire, les niveaux sonores mesurés de jour sont non-conformes à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral du site.

Point de mesure	Période	Niveau sonore dB(A)		Avis
		L _{Aeq}	L _{Aeq} admissible	
1	Diurne	70,0	65	NC
	Intermédiaire	69,5	60	NC
2	Diurne	62,5	65	C
	Intermédiaire	63,5	60	NC

- En Zone à Emergence Réglementée :

Au point A, au niveau de la ZER située au nord-est du site, l'émergence sonore mesurée est non-conforme à l'émergence réglementaire.

Points de mesures	Période	Type	Niveau sonore en dB(A)		Émergence en dB(A)		Avis
			L _{Aeq}	L50	mesurée	admissible	
A	Diurne	Ambiant	59,5	58,5	+9,5	5	NC
		Résiduel	50,0	47,5			
	Intermédiaire	Ambiant	59,5	59,0	+10,5	5	NC
		Résiduel	49,0	46,5			

De fait, l'inspection conclut que les non-conformités persistent sur les émissions sonores du site et que l'exploitant ne respecte pas ses engagements de sa lettre, datée du 19/06/2024.

Les constats constituent une non-conformité aux dispositions de l'article 1.1 (Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023, mais aussi le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/01/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a déclaré à l'inspection avoir fait des mesures de bruit le 16/10/24. L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser le rapport de mesures du bruit correspondant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

N° 2 : Installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 58

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion

Prescription contrôlée :

« Les installations de combustion assurant le séchage des grains de céréales (principalement le maïs) comportent :

- 1 séchoir Cominor de 585 th/h alimenté au fuel-oil domestique ;
- 1 séchoir Cominor de 1 850 th/h alimenté au gaz naturel ;
- 1 séchoir Roulin de 7 200 th/h alimenté au gaz naturel. »

Constats :

Suite à la précédente visite de contrôles de l'inspection en date du 10/10/2024, l'inspection a interrogé l'exploitant sur les équipements actuellement en fonctionnement sur le site.

Post-visite, par courriel du 18/10/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

« Le site d'ERSTEIN est équipé de 2 Batteries de séchage (installations de combustion) :

1. la première est constituée d'1 colonne de séchage équipée de 2 brûleurs de gaz fonctionnant en saturation d'air et alimentés au gaz naturel (séchoir SATIG) ;
2. la seconde de 2 colonnes de séchage réunies dans un seul bâtiment et fonctionnant avec 2 brûleurs de gaz chacune (les 2 unités de séchage ROULIN désignés chez nous et dans l'arrêté d'autorisation de 1986 par « séchoir ROULIN »).

- Concernant le séchoir ROULIN (Tournesol) :

Le séchoir ROULIN a été construit en 1980. (...)

Nous pouvons à ce jour vous communiquer les informations suivantes concernant le séchoir ROULIN : les 2 unités de séchage du ROULIN existent depuis 1980 et les puissances thermiques de ce séchoir n'ont pas bougé depuis 1980 et correspondent bien aux puissances autorisées dans l'arrêté d'autorisation du 26 septembre 1986 à savoir : 7200 th/h (2 unités de séchage de 3500 points chacune soit 7000 points - ce qui équivaut à 7200 th/h - soit environ 6-7 MW de puissance thermique nominale pour ce séchoir ; Les puissances étant fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue, ces dernières devront être confirmées dans le cadre de l'audit à venir sur ce séchoir)

- Concernant le séchoir SATIG (Maïs) :

Il a été construit en 1989 en remplacement des séchoirs COMINOR du site

Il s'agit d'un séchoir de 12000 points de type SRD de la marque SATIG ; vous trouverez en pièces jointes :

- Le tableau des performances du constructeur (Les réglages des températures du séchoir de notre site correspondent à la 2° colonne du tableau des performances : soit 10 MW pour la puissance thermique nominale de ce séchoir) ;
- Le descriptif des caractéristiques particulières des séchoirs ;
- Le schéma de fonctionnement du séchoir. »

L'inspection constate que les prescriptions de l'article 58 de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986 nécessitent d'être mises à jour, suite aux éléments adressés par l'exploitant.

Par ailleurs, pour ses installations de combustion, le site est classé pour la rubrique 2910 (ex 153 bis), selon l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986 :

« (...) - Installation de combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur, plus de 8.000 th (9.635 th) N°153 bis (A) ; »

Dans le dossier de demande d'autorisation daté d'octobre 1998 il est indiqué pour les activités relevant de la rubrique 2910 :

« 4 séchoirs fonctionnant au gaz naturel et totalisant une puissance d'environ 30 MW »

l'inspection a procédé à la mise à jour des rubriques dans la base de données.

La mise à jour est dorénavant consultable sous Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006700496>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En conclusion, l'inspection demande à l'exploitant de lui adresser un dossier de « porter à connaissance », conformément à l'article R. 181-46 II du Code de l'environnement, dès qu'il aura réceptionné le rapport de l'audit technique sur le séchoir ROULIN (Tournesol).

Le dossier de « porter à connaissance » devra intégrer les deux séchoirs du site.

Type de suites proposées : Sans suite